

La période du baccalauréat est l'occasion pour l'ensemble des députés de poser certaines questions écrites au ministère de l'Éducation nationale. En outre, hormis la fuite qui a précédé l'épreuve de mathématiques du baccalauréat scientifique, la question plus générale de la réduction des effectifs d'enseignants est plus que légitime, dans la mesure où cette année encore, elle a porté préjudice à des candidats au baccalauréat et à des enseignants.

Mercredi 22 juin 2011, deux questions écrites allant en ce sens ont été posées par Hervé FERON à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative :

1 - "M. Hervé Féron attire l'attention de M. le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative sur les fuites qui ont précédé l'épreuve de mathématiques du baccalauréat général scientifique. La rumeur était persistante, elle est désormais confirmée : l'un des exercices de mathématiques a été posté lundi soir, veille de l'épreuve, sur un forum. Le ministre a décidé que l'épreuve ne serait pas réorganisée et l'exercice des probabilités non comptabilisé. L'exercice de probabilités comptant pour 4 points est donc annulé et un nouveau barème devrait être transmis aux correcteurs. Pourtant, le compromis trouvé par le ministère ne satisfait pas du tout l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (Apmep), qui demande que l'épreuve soit réorganisée dans son intégralité. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir expliciter les raisons qui ont motivé son choix d'annuler l'exercice et de redéfinir un nouveau barème."

2 - "M. Hervé Féron attire l'attention de M. le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative sur les défaillances inadmissibles qui ont eu lieu à l'occasion de la correction des copies de philosophie du baccalauréat 2011. Les observateurs disent que ce qui devait arriver est arrivé, mais personne ne l'excuse pour autant. En effet, depuis des années, on ne recrute pas assez de professeurs et l'Éducation nationale manque d'enseignants, notamment en philosophie. Ceux-ci étant peu nombreux et tous les candidats au baccalauréat passant l'épreuve de philosophie, chaque correcteur est en devoir de corriger un nombre très important de copies. La politique de réduction des postes de professeurs (il y en a par exemple trente de moins dans l'académie de Créteil) et le non-remplacement des professeurs partis à la retraite ne pouvaient guère laisser espérer une amélioration. Et, de fait, cette année, dans les trois académies de la région parisienne (Versailles, Paris, Créteil), vingt-quatre paquets, soit environ 3 000 copies, ne sont pas corrigées. Tous les professeurs ont été convoqués, y compris certains professeurs de classes préparatoires qui n'ont pas enseigné en terminale depuis des années, ou des enseignants à la retraite. La politique de réduction d'effectifs du gouvernement dans l'Éducation nationale est la seule responsable de cette situation inadmissible et l'on voit bien que l'on a franchi un cap difficilement justifiable. Aussi lui demande-t-il pourquoi le gouvernement s'obstine à vouloir réduire le nombre de postes aux concours de recrutement des enseignants, contribuant ainsi à mettre professeurs et élèves dans une situation souvent critique, illustrée aujourd'hui par ce dysfonctionnement."